



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TERRITOIRE DE  
BELFORT

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°90-2016-028

PUBLIÉ LE 25 AOÛT 2016

# Sommaire

## **DDT 90**

90-2016-08-18-003 - Arrêté constatant la variation de l'indice des fermages et fixant les minima et maxima des prix du fermage pour l'année 2016-2017 dans le département du Territoire de Belfort (3 pages)

Page 3

## **DREAL Bourgogne Franche-Comté**

90-2016-08-16-002 - Arrêté désignant les parties prenantes concernées ainsi que le service de l'Etat coordonnateur de la stratégie locale de gestion des risques inondation des bassins versants de l'Allan et de la Savoureuse (6 pages)

Page 7

## **Préfecture**

90-2016-08-10-005 - Arrêté autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages le 24-08-16 (3 pages)

Page 14

## **UT-DIRECCTE 90**

90-2016-08-22-001 - Arrêté modificatif relatif à la liste départementale des conseillers du salariés du Territoire de Belfort (8 pages)

Page 18

DDT 90

90-2016-08-18-003

Arrêté constatant la variation de l'indice des fermages et  
fixant les minima et maxima des prix du fermage pour  
l'année 2016-2017 dans le département du Territoire de

*Arrêté constatant la variation de l'indice des fermages et fixant les minima et maxima des prix du  
fermage pour l'année 2016-2017 dans le département du Territoire de Belfort*

**Belfort**



## PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

**Direction départementale  
des territoires**

**Service économie agricole**

### ARRÊTÉ N°

constatant la variation de l'indice des fermages  
et fixant les minima et maxima des prix du fermage  
pour l'année 2016-2017 dans le département du Territoire de Belfort.

Le Préfet du Territoire de Belfort  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu :

- les articles L. 411-11 à L. 411-24 et R. 411-9, R.411-9-1 à R. 411-9-11 du code rural et de la pêche maritime, articles relatifs au prix du bail ;
- le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et de ses composantes ;
- le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- l'arrêté ministériel du 13 juillet 2016 constatant pour l'année 2016 l'indice national des fermages ;
- l'arrêté préfectoral n° 98-10-01-01702 en date du 1<sup>er</sup> Octobre 1998 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2944 du 22 novembre 1985 relatif à l'application du statut du fermage dans le Territoire de Belfort ;
- l'arrêté préfectoral n° 90-2016-07-01-004 du 1er juillet 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jacques BONIGEN, directeur départemental des territoires ;

Sur la proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires,

**ARRETE**

## **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'indice des fermages arrêté pour l'année 2016 est de **109,59** soit une variation par rapport à 2015 de **- 0,42 %**

## **ARTICLE 2**

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016 et jusqu'au 30 septembre 2017 les prix de location **maxima** et **minima** à l'hectare sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

### **• Pour les terres agricoles :**

<b>Zones</b>	<b>Mini</b>	<b>Maxi</b>
- Zone Sud du département	62,46	124,92
- Zone Nord du département	62,46	116,74

#### **◇ Barème des minima et maxima en fonction des catégories de terrains**

<b>Catégories</b>	<b>Mini</b>	<b>Maxi</b>
- catégorie A	116,74 €	124,92 €
- catégorie B	100,05 €	116,74 €
- catégorie C	79,15 €	100,05 €
- catégorie D	62,46 €	79,15 €

#### **◇ Barème des minima et maxima en fonction des catégories d'étangs**

<b>Catégories</b>	<b>Mini</b>	<b>Maxi</b>
- étang de bois	130,00 €	182,12 €
- étang de plaine	182,12 €	234,24 €

### **• Pour les bâtiments d'exploitation — loyers annuels en Euros au m2 :**

#### **◇ Logement des animaux**

- 1ère catégorie	2,72 € le m2 couvert	0,33 € le m2 non couvert
- 2ème catégorie	1,79 € le m2 couvert	0,33 € le m2 non couvert
- 3ème catégorie	0,88 € le m2 couvert	0,35 € le m2 non couvert

#### **◇ Stockage du matériel et des récoltes**

- 1ère catégorie	1,62 € le m2 maximum	1,79 € avec bardage 4 faces
- 2ème catégorie	0,73 € le m2 maximum	

## **ARTICLE 3**

Fixation des prix de location mensuelle des bâtiments à usage d'habitation, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016 et jusqu'au 30 septembre 2017

Suivant l'indice de référence des loyers corrigé au 4ème trimestre 2015 servant au calcul de l'augmentation des prix de location des bâtiments à usage d'habitation, cette variation est de – 0,01 %

◇ **Prix de location mensuelle des bâtiments à usage d'habitation :**

- Maxima [1ère catégorie] 303,66 €
- Minima [2ème catégorie] 202,44 €.

**ARTICLE 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à toutes les mairies et trésoreries du département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort.

Belfort, le 18 août 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires



Jacques BONIGEN

8 Place de la Révolution  
Française  
BP 605  
90020 Belfort cedex  
téléphone : 03 84 58 86 99  
courriel : ddt-sea@territoire-de-belfort.gouv.fr

DREAL Bourgogne Franche-Comté

90-2016-08-16-002

Arrêté désignant les parties prenantes concernées ainsi que  
le service de l'Etat coordonnateur de la stratégie locale de  
gestion des risques inondation des bassins versants de

*Arrêté désignant les parties prenantes concernées ainsi que le service de l'Etat coordonnateur de  
la stratégie locale de gestion des risques inondation des bassins versants de l'Allan et de la  
Savoireuse*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFECTURE DU TERRITOIRE-DE-BELFORT  
PRÉFECTURE DU DOUBS  
PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE**

**ARRETE n°**

**désignant les parties prenantes concernées ainsi que le service de l'État  
coordonnateur de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation des  
bassins versants de l'ALLAN et de la SAVOUREUSE**

Le Préfet du Territoire-de-Belfort  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

La Préfète de la Haute-Saône  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.566-8, R.566-14 et R.566-15 relatifs aux stratégies locales ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux critères nationaux de caractérisation de l'importance du risque d'inondation, pris en application de l'article R. 566-4 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2012 établissant la liste des territoires dans lesquels il existe un risque d'inondation important ayant des conséquences de portée nationale, pris en application des articles L.566-5.I. du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation ;

**Vu** l'arrêté n°11-402 du 21 décembre 2011 du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du département du Rhône, Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant l'évaluation préliminaire des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

**Vu** l'arrêté n° 12-282 du 12 décembre 2012 du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du département du Rhône, Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant la

liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

**Vu** l'arrêté n° 13-416 bis du 20 décembre 2013 du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du département du Rhône, Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant les cartes des surfaces inondables et les cartes des risques d'inondation pour les territoires à risque important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

**Vu** l'arrêté DEVP1527841A du 7 décembre 2015 du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du département du Rhône, Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

**Vu** l'arrêté n°16-118 du 15 février 2016 du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant la liste des stratégies locales, leurs périmètres, leurs délais d'approbation et leurs objectifs pour le bassin Rhône-Méditerranée ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Bourgogne-Franche-Comté,

## **ARRETEM**

### **Article 1 -**

La liste des parties prenantes concernées par la stratégie locale de gestion des risques d'inondation du bassin versant de l'Allan est annexée au présent arrêté.

### **Article 2 -**

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Bourgogne-Franche-Comté est chargée, avec l'appui des Directions Départementales des Territoires du Territoire de Belfort, du Doubs et de la Haute-Saône, de coordonner l'élaboration, la révision et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion des risques d'inondations des bassins versants de l'Allan et de la Savoureuse, sous l'autorité des Préfets du Territoire-de-Belfort, du Doubs et de la Haute-Saône.

### **Article 3 -**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures des départements du Territoire-de-Belfort, du Doubs et de la Haute-Saône.

**Article 4 -**

Les Préfets des départements du Territoire-de-Belfort, du Doubs et de la Haute-Saône, les Directeurs Départementaux des Territoires du Territoire-de-Belfort, du Doubs et de la Haute-Saône, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Belfort, le 16 août 2016

Le Préfet du Territoire-de-Belfort



Hugues BESANCENOT

Le Préfet du département du Doubs



Raphaël BARTOLT

La Préfète de la Haute-Saône



Marie-Françoise LEGAILLON

ANNEXE :

*LISTE DES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES PAR  
LA STRATÉGIE LOCALE DE GESTION DES RISQUES D'INONDATIONS  
DES BASSINS VERSANTS DE L'ALLAN ET DE LA SAVOUREUSE*

Les parties prenantes associées à la stratégie locale de gestion des risques d'inondation des bassins versants de l'Allan et de l'Allan sont les suivantes :

1) Services de l'Etat :

- Préfecture du Territoire de Belfort
- Préfecture du Doubs
- Préfecture de Haute-Saône
  
- Direction Départementale des Territoires du Territoire de Belfort
- Direction Départementale des Territoires du Doubs
- Direction Départementale des Territoires de Haute-Saône
  
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté
- Direction départementale des services d'incendie et de secours du Territoire de Belfort (SDIS 90)
- Direction départementale des services d'incendie et de secours du Doubs (SDIS 25)
  
- Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté
- Délégation régionale de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée
- Voies Navigables de France

2) Collectivités :

- Communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard
- Communauté de Communes du Pays Sous-Vosgien
- Communauté de Communes du Sud Territoire (porteuse du Contrat de Rivière Allaine)
- Communauté de Communes Rahin et Chérimont
- Pays des Vosges Saônoises
- Communauté de Communes de la Haute Savoureuse
- Communauté d'Agglomération Belfortaine
- Communauté de Communes de la Vallée du Rupt
  
- Conseil départemental du Territoire de Belfort
- Conseil départemental du Doubs
- Conseil départemental de la Haute-Saône

3) Acteurs de l'eau :

- Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Allan
- Établissement Public Territorial de Bassin Saône & Doubs
- Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) du Gland

#### 4) Autres acteurs de l'aménagement du territoire :

- Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort (AUTB)
- Agence de Développement et d'Urbanisme (ADU) du Pays de Montbéliard
- Syndicat mixte du SCOT du Territoire de Belfort
- Syndicat mixte du SCOT Nord-Doubs

#### 5) Chambres consulaires :

- Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Franche-Comté
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Territoire de Belfort
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Saône
  
- Chambre interdépartementale d'Agriculture Doubs-Territoire de Belfort
- Chambre d'Agriculture de la Haute-Saône

#### 6) Associations :

- France Nature Environnement (FNE) de Franche-Comté
- Union Régionale des Intérêts Aquatiques et Piscicoles (URIAP) de Franche-Comté
- Association des Maires du département de la Haute-Saône
- Union Régionale des Intérêts Aquatiques et Piscicoles (URIAP)
- Fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection des milieux aquatiques (FDAAPPMA) du Territoire de Belfort

#### 7) Gestionnaires et opérateurs de réseaux :

- Syndicat d'Etudes et de Réalisation pour le Traitement Intercommunal des Déchets (SERTRID) de Bourgogne
- Syndicat Intercommunal de Collecte et Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) de la Zone Sous-Vosgienne
- Syndicat Mixte à vocation unique pour le Transfert, l'Élimination et la Valorisation des Ordures Ménagères (SYTEVOM)
- Syndicat des eaux de Giromagny
- Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Champagney
- Direction territoriale SNCF Réseau Bourgogne-Franche-Comté



Préfecture

90-2016-08-10-005

Arrêté autorisant les contrôles d'identité, l'inspection  
visuelle et la fouille des bagages le 24-08-16



CONSIDÉRANT que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

CONSIDÉRANT que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

CONSIDÉRANT que la RD 13 sur le territoire de la commune de RÉCHÉSY, au poste frontière de Beurnevesin, et que l'avenue du général de Gaulle à Delle, au poste frontière de Boncourt, sont des axes routiers très fréquentés et que les flux de véhicules en provenance d'Alsace et des pays de l'Est de l'Europe y sont très importants ;

CONSIDÉRANT que la situation particulière du département du Territoire de Belfort, département frontalier et de grands passages, justifie le renforcement des mesures de surveillance et qu'ainsi, des contrôles de véhicules, d'identité, d'inspection visuelle et de fouille de bagages y soient ordonnés ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessous à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, secrétaire général,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Le 24 août 2016, de 17 à 20 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

### ARTICLE 2 :

Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués :

- sur le territoire de la commune de RÉCHÉSY, poste frontière de Beurnevesin, route de la Suisse, RD 13 ;
- sur le territoire de la commune de DELLE, poste frontière de Boncourt, avenue du général de Gaulle ;

### ARTICLE 3 :

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa réception directement auprès de l'administration, soit auprès du préfet, soit auprès du ministre de l'intérieur. Si aucune réponse n'est reçue dans un délai de 2 mois à compter de la date du recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté ;

Un recours contentieux peut également être introduit auprès du greffe du tribunal administratif, 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon cedex 3. Il doit être fait au plus tard avant la fin du deuxième mois suivant la réception de la présente décision ou du deuxième mois suivant la date de la réponse défavorable de l'administration au recours gracieux. Dans tous les cas, ce recours contentieux doit être écrit, exposer la situation, les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée ;

Aucun recours ne suspend l'application de la présente décision ;

### ARTICLE 4 :

Le sous-préfet, secrétaire général du préfet du Territoire de Belfort et le commandant de groupement de gendarmerie départementale du Territoire de Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont un exemplaire sera adressé sans délai à la procureure de la République.

Fait à Belfort, le 10 août 2016

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet, secrétaire général,



Joël DUBREUIL

UT-DIRECCTE 90

90-2016-08-22-001

Arrêté modificatif relatif à la liste départementale des  
conseillers du salariés du Territoire de Belfort



## PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

**Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,  
De la Consommation, du Travail et de l'Emploi  
Unité Départementale du Territoire de Belfort**

### ARRETÉ MODIFICATIF N°

*Relatif à la liste départementale des conseillers du salarié  
du Territoire de Belfort*

LE DIRECTEUR REGIONAL DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI (DIRECCTE)  
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

**VU :**

- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- les articles L.1232.4, L 1232.7 et L 1237.12 du Code du Travail,
- les articles D 1232.4 à D 1232.6 et R 1232.1 à R 1232.3 du Code du Travail,
- L'application des dispositions de la circulaire N°91/16 paragraphe 1.1.4 du 05.09.1991 du Ministère du Travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville concernant le statut du conseiller du salarié,
- L'arrêté préfectoral n° 2014154-0001 du 3 juin 2014 fixant la liste départementale des conseillers du salarié du Territoire de Belfort,
- L'arrêté n° 90-2016-07-07-003 du 7 juillet 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean RIBEIL, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE,
- La démission de Monsieur Maurice GAMOND, conseiller du salarié, et la décision du syndicat CFE/CGC de ne pas désigner un autre candidat en remplacement de ce dernier,
- La démission de Madame Cécile GARCIN, conseiller du salarié, et la décision du syndicat CGT de la remplacer par Monsieur OUDNI Rachid,

.../...

## ARRETE

**ARTICLE 1er** : La liste des conseillers du salarié, personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement, ou lors d'une rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est modifiée comme suit :

**Monsieur Eddy ANSTETT**  
CFDT

**UD-CFDT Maison du Peuple**  
**90000 BELFORT**  
**03.84.21.38.04**  
**Cadre SNCF Retraité**

**Monsieur José ARDURA**  
CGT

**10 rue de la Tuilerie**  
**90800 BAVILLIERS**  
**06.67.31.70.18**  
**Agent ERDF/GRDF**

**Monsieur Jean ARMANDO**  
CGT

**18 rue des Ombergeons**  
**70200 LANTENOT**  
**Technicien ALSTOM**

**Monsieur Khalid BARRAMOU**  
CGT

**4 rue du Coteau**  
**90300 VETRIGNE**  
**06.12.99.71.42**  
**Conducteur de bus OPTYMO**

**Monsieur Mohammed BELLAKHDIM**  
CGT

**5 rue Jean Rostand**  
**90000 BELFORT**  
**06.51.86.41.65**  
**Projeteur C.A.O.**

**Monsieur Lionel BESANCON**  
CGT

**10 rue Garteiser**  
**90000 BELFORT**  
**06.77.93.36.62**  
**Agent d' Assurances**

**Monsieur Jean-Pierre BRUNELLE**  
CFE/CGC

**Maison du Peuple**  
**Place de la Résistance**  
**Salle 3.44**  
**90000 BELFORT**  
**06.36.97.85.40**  
**Cadre de Santé Retraité**

.../...

**Monsieur Franck CARRERE**  
**CFTC**

**5 rue des Alisiers**  
**90400 BERMONT**  
**03.84.21.54.63 - 06.95.02.27.89**  
**Consultant I.B.M. Belfort**

**Madame Sabine CHAMBON**  
**FO**

**UD-FO**  
**Maison du Peuple**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**03.84.21.07.21**  
**Employée LA POSTE**

**Monsieur Patrick CHARTON**  
**CGT**

**26 rue de Madagascar**  
**90000 BELFORT**  
**06.33.52.43.09**  
**Facteur**

**Monsieur Michael CONGRATEL**  
**CFDT**

**17 rue de la Marseillaise**  
**90000 BELFORT**  
**06.37.79.05.30**  
***latlorien@gmail.com***  
**Employé TELEPERFORMANCE**

**Madame Juliette COROUGE**  
**CGT**

**4 quartier des Vosges**  
**90200 GIROMAGNY**  
**03.84.21.03.07 - 06.63.07.02.74**  
**Agent technique Ville de Belfort**

**Monsieur Michel COSTI**  
**CFDT**

**5 rue Claude Monet**  
**90850 ESSERT**  
**06.01.14.67.88**  
**Technicien Alstom Retraité**

**Monsieur Jean-Pierre DEMANGELLE**  
**FO**

**UD-FO**  
**Maison du Peuple**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**03.84.21.07.21 – 06.81.14.05.84**  
**Conseiller Clients ORANGE**

**Madame Régine DUPATY**  
**FO**

**UD-FO**  
**Maison du Peuple**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**03.84.21.07.21**  
**Employée RAPALA**

.../...

**Madame Christelle FAIVRE  
SOLIDAIRES**

**1 impasse de la Marinière  
90140 FROIDEFONTAINE  
06.63.21.22.72  
Employée OPTYMO**

**Madame Catherine FAUCOGNEY  
SOLIDAIRES**

**6 Les Guidons  
70270 MELISEY  
06.86.59.24.26  
Employée LA POSTE**

**Mademoiselle Andreia FERREIRA  
CFDT**

**37 avenue Joffre  
25200 MONTBELIARD  
06.62.26.57.19  
*ferreira.andreia@yahoo.fr*  
Ex-employée Cinéma des Quais**

**Monsieur Jean Marie FERRERO  
CGT**

**2 rue René Naegelen  
90000 BELFORT  
06.82.64.09.95  
Retraité**

**Monsieur Francis FONTANA  
SOLIDAIRES**

**25 boulevard Joffre  
90000 BELFORT  
06.30.71.78.22  
Employé GENERAL ELECTRIC**

**Monsieur Christian FORESTIER  
CFDT**

**1 rue de la Fraternité  
90200 ROUGEGOUTTE  
06.26.70.09.37  
*christianforestier@neuf.fr*  
Employé AUCHAN**

**Monsieur Claude GALLAND  
CFTC**

**1 place de la Mairie  
70250 RONCHAMP  
03.84.21.54.63  
Ingénieur Lisi Automotive Retraité**

**Madame Zita GONCALVES  
CFTC**

**5 rue des Alisiers  
90400 BERMONT  
03.84.21.54.63 – 06.51.67.74.98  
Comptable**

**Madame Sevim GULER CELIK  
CGT**

**21 rue du Mont Bart  
25420 BART  
06.49.77.51.08  
Téléconseillère**

.../...

**Monsieur Alain GUYOT**  
**UNSA**

**Maison du Peuple – Salles 225 et 219**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**06.73.90.10.89**  
**Employé Vie Scolaire**

**Monsieur Cherif HASSAINIA**  
**CGT**

**39 Grande Rue**  
**25400 EXINCOURT**  
**06.17.86.14.21**  
**Ouvrier métallurgiste**

**Monsieur Henri-Louis HUMBRECHT**  
**CFE/CGC**

**Maison du Peuple – Salle 3.44**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**06.37.67.22.89**  
**Cadre métallurgie**

**Madame Danièle HUOT**  
**CGT**

**12 rue de Dung**  
**5420 BART**  
**06.87.04.76.85**  
**Retraitée**

**Monsieur Ahmed LARBI**  
**FO**

**Union Départementale FO**  
**Maison du Peuple**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**03.84.21.07.21**  
**Conseiller clientèle TELEPERFORMANCE**

**Madame Anne LAURENCE**  
**CGT**

**4 rue des Vernes**  
**90100 SUARCE**  
**07.70.63.90.01**  
**Conseillère de vente**

**Madame Brigitte LHOMME**  
**FO**

**Union Départementale FO**  
**Maison du Peuple**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**03.84.21.07.21**  
**Employée VISTEON**

**Madame Liliane MAKIMA**  
**CFDT**

**29 rue Philippe Grille**  
**90000 BELFORT**  
**03.63.79.70.86 – 06.78.68.46.96**  
**Responsable de secteur /Garantie Jeunes**  
**MLEJ90**

.../...

**Mademoiselle Isabelle MEINEN**  
CFDT

20 bis rue Thiers  
90200 GIROMAGNY  
06.26.38.29.16  
*isabelle.meinen@orange.fr*  
Conseillère POLE EMPLOI

**Monsieur Michel MERCAY**  
CFDT

20 route de Montessaux  
70270 MELISEY  
06.33.04.58.78  
*michelmercay@orange.fr*  
Technicien d'études ALSTOM

**Monsieur Claude MEZONNET**  
CFDT

3 ter rue Général Gaulard  
90000 BELFORT  
06.71.59.69.13  
*claudemezonnnet1@wanadoo.fr*  
Agent technique Ville de Belfort  
Retraité

**Monsieur Rachid OUDNI**  
CGT

23 rue de la Baume  
25400 AUDINCOURT  
06.95.09.27.15  
*rachid.oudni@free.fr*  
Employé de Libre Service  
Entreprise SAS MENSA-c – SUPER U

**Monsieur Eric ORIAT**  
CFDT

12 rue de Délémont  
90800 BAVILLIERS  
06.63.97.78.08  
Agent technique Mairie de Belfort

**Monsieur Rémi PEDROSA**  
SOLIDAIRES

4 bis rue de Bourgogne  
25490 ALLENJOIE  
06.81.27.64.70  
Employé LA POSTE

**Madame Agnès PETIT**  
CFDT

12 rue André Koechlin  
90000 BELFORT  
06.31.76.09.99  
Vendeuse MONOPRIX

**Madame Virginie REDOUTEY**  
SOLIDAIRES

2 impasse Charles Nodier  
70290 CHAMPAGNEY  
06.87.46.28.10  
Employée ORANGE

.../...

**Mademoiselle Maria Lurdes RODRIGUEZ**  
CFDT

**11 rue des Martenots**  
**70290 PLANCHER LES MINES**  
**07.71.71.29.11**  
*m.rodriguez89@laposte.net*  
Ex Conseillère V.D.S. Formation

**Madame Nathalie SCHAUNER**  
FO

**Union Départementale FO**  
**Maison du Peuple**  
**90000 BELFORT**  
**03.84.21.07.21**  
Employée V.M.C. Pêche

**Madame Marie-Claire SCHWOOB**  
CGT

**7 rue René Payot**  
**90000 BELFORT**  
**06.73.05.22.11**  
Conducteur d'installations S.N.W.M. Fontaine

**Monsieur Alain SCOLARO**  
CFE/CGC

**20 rue Dreyfus-Schmidt**  
**90000 BELFORT**  
**06.67.51.17.17**  
Ex-directeur logistique

**Monsieur Rémi THIRY**  
CFE/CGC

**Maison du Peuple - Salle 3.44**  
**Place de la Résistance**  
**90000 BELFORT**  
**06.59.95.42.48**  
Technicien Ingénierie Services

**Monsieur Didier TOURNEFIER**

**7 rue Fontaine aux Voix**  
**90120 MORVILLARS**  
**03.84.27.73.82 – 06.80.88.07.09**  
Conducteur routier

**Monsieur Michel WEBER**  
CFE/CGC

**8 rue de la Cavalerie**  
**90000 BELFORT**  
**06.72.92.27.66**  
Cadre Peugeot Bessoncourt

**ARTICLE 2** : la durée du mandat demeure fixée à trois ans, à compter du 11 juin 2014.

**ARTICLE 3** : leur mission, permanente s'exerce exclusivement dans le département du Territoire de Belfort et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

.../...

**ARTICLE 4** : la liste prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Territoire de Belfort et tenue à la disposition des salariés :

- à l'Unité départementale du Territoire de Belfort  
Service Accueil  
11 rue du commandant Jean Legrand –  
CS 40483  
90016 BELFORT CEDEX
- et dans chaque mairie du département.

Besançon, le 22 AOUT 2016

Le Préfet du Territoire de Belfort,  
Et par Délégation,  
Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence,  
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi  
de Bourgogne Franche-Comté,

Jean RIBEIL